
L'EFFET DU CICE SUR LES PRIX : UNE DOUBLE ANALYSE SUR DONNÉES SECTORIELLES ET INDIVIDUELLES

Rémi MONIN, Milena SUAREZ-CASTILLO

Insee, Département des Études Économiques

remi.monin@insee.fr

milena.suarez-castillo@insee.fr

Mots-clés : modèle à facteurs, prix de production, ajustement des prix , données individuelles, CICE

Résumé

Les évaluations des effets du CICE sur l'emploi coordonnées par France Stratégie s'accordent à trouver un effet très modéré, voire nul, sur les trois premières années du dispositif. L'hypothèse d'un transfert des bénéfices du dispositif le long de la chaîne de valeur via des baisses de prix a été évoquée pour expliquer la difficulté d'identifier les canaux de diffusion (marges, emplois, salaires...) sur la base du CICE perçu. Vraisemblablement, les entreprises peuvent se saisir du CICE pour baisser leur prix afin de gagner des parts de marché. Cette hypothèse est étayée par les réponses des entreprises aux enquêtes de conjoncture : environ 30 % d'entre elles ont déclaré utiliser le CICE pour baisser leur prix.

Cette étude utilise d'une part les indices de prix de production et d'autre part les réponses des unités légales à l'enquête OPISE pour mettre en évidence des corrélations entre modération des prix et montant de CICE perçu. Pour ce faire, elle s'appuie sur une méthode économétrique récente reposant sur un modèle à facteurs, qui purgerait les évolutions de prix de leurs composantes communes, estimées, les « facteurs », tout en assurant un effet individualisé de chacune de ces composantes communes. Par exemple, on retrouve dans l'industrie une combinaison linéaire de ces facteurs estimés qui reproduit les variations du prix du pétrole, qui affectent en particulier la cokéfaction-raffinage ou le transport de fret, mais aussi plus modérément les autres secteurs industriels. Sous réserve que les facteurs soient en mesure de capter ce qu'aurait été l'évolution des prix en l'absence de CICE, les corrélations identifiées peuvent être interprétées comme un effet causal.

Le premier volet de l'étude s'attache à comparer les secteurs (sur le champ des indices de prix diffusés par l'INSEE au niveau de la NAF A615) suivant leur exposition au CICE et à étudier la plausibilité de transfert des baisses de prix le long de la chaîne de production en mobilisant la matrice des consommations intermédiaires de la comptabilité nationale. Les estimations indiquent une baisse des prix atypique au sens du contrefactuel construit par le modèle à facteurs, dans l'industrie en amont de la chaîne de production et dans les services. Toutefois, cette baisse des prix se distingue peu d'une baisse générale des prix, non corrélée à l'exposition du secteur au CICE. Une interprétation de ce résultat serait que les échanges inter-sectoriels compliqueraient l'estimation de l'effet direct de l'exposition au CICE. Bien que ce résultat ne permet pas totalement de conclure, les corrélations entre baisse des prix sectorielle et une mesure de l'exposition directe et indirecte (via les baisses de prix des consommations intermédiaires imputables à l'exposition au CICE des secteurs fournisseur en amont) sont significatives.

Le deuxième volet mobilise les données individuelles d'entreprises secteur par secteur afin de tenter de circonscrire les effets de diffusion via les consommations intermédiaires. La modélisation factorielle semble également plus légitime quand les facteurs communs sont estimés à un niveau infra-sectoriel. Dans un cadre théorique très simplifié, on peut s'attendre en cas de répercussion

intégrale de la baisse du prix du facteur travail sous le seuil de 2,5 SMIC sur le client de l'entreprise à une élasticité égale à la part que représente ce facteur dans les coûts de l'entreprise. Ainsi, on s'attendrait à une certaine hétérogénéité des élasticités estimées, avec en tête les secteurs où cette part est la plus importante. Parmi les quatre secteurs où les estimations indiquent de manière robuste un effet modérateur sur les prix de l'exposition au CICE, on retrouve les trois secteurs de notre champ où cette part est la plus importante : les activités de services et de soutien aux entreprises (à l'exclusion de la location-bail), le transport et entreposage et la construction spécialisée (l'hébergement restauration est hors du champ). Le quatrième secteur est la métallurgie. Dans trois autres secteurs industriels, les élasticités estimées sont négatives et indiquent bien une corrélation entre modération des prix et exposition au CICE, mais celle-ci n'est pas significative.

A minima, cette étude permet de montrer que dans certains secteurs bien identifiés, il existe des corrélations entre modération des prix et exposition au CICE. En outre, un faisceau d'indices (par une certaine cohérence entre les deux niveaux d'analyse et par la significativité des effets « direct et indirect ») suggérerait que ces effets ont pu transiter par les liens de consommations intermédiaires et donner lieu à une modération globale des prix. Notamment, les services administratifs et de soutien et le transport de fret fournissent un champ très large de secteurs de l'économie, et la métallurgie de nombreux secteurs industriels.